

N°

---

**PORTANT RÉOUVERTURE DE LA PÊCHE, DU RAMASSAGE, DU  
TRANSPORT, DE LA PURIFICATION, DU STOCKAGE, DE  
L'EXPÉDITION, DE LA DISTRIBUTION ET DE LA  
COMMERCIALISATION EN VUE DE LA CONSOMMATION  
HUMAINE DES COQUILLAGES EN PROVENANCE DE LA ZONE  
BASSIN D'ARCACHON -088**

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE

- VU le règlement (CE) n°178/2002 du Parlement Européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires et notamment ses articles 14 et 19 ;
- VU le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;
- VU le règlement (CE) n°854/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine destinés à la consommation humaine;
- VU le règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux);
- VU le code de la santé publique et notamment son article L. 1311-4 ;
- VU le code rural et de la pêche maritime, et notamment son article L. 232-1 ;
- VU le livre IX du code rural et de la pêche maritime ;
- VU le décret n° 84-428 du 5 juin 1984 relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer ;
- VU le décret n° 90-618 du 11 juillet 1990 modifié relatif à l'exercice de la pêche maritime de loisir ;
- VU le décret n° 2001-426 du 11 mai 2001 réglementant l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnel ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;
- VU l'arrêté préfectoral modifié n°294 du 30 mai 2008 portant classement de salubrité des zones de production de coquillages dans le département de la Gironde ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 mai 2018 portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification, du stockage, de l'expédition, de la distribution et de la commercialisation en vue de la consommation humaine des coquillages en provenance des zones Arcachon Aval 087 et Bassin d'Arcachon 088 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 mai 2018 portant modification de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2018 portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification, du stockage, de l'expédition, de la distribution et de la commercialisation en vue de la consommation humaine des coquillages en provenance des zones Arcachon Aval 087 et Bassin d'Arcachon 088 ;

VU l'arrêté préfectoral du 07 juin 2018 portant modification de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2018 portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification, du stockage, de l'expédition, de la distribution et de la commercialisation en vue de la consommation humaine des coquillages en provenance des zones Arcachon Aval 087 et Bassin d'Arcachon 088 ;

VU les résultats du bulletin Ifremer REPHY en date du 13 juin 2018 ;

VU les résultats du bulletin Ifremer REPHY en date du 20 juin 2018 ;

VU l'avis de la DDPP en date du 20 juin 2018 ;

VU l'avis de l'ARS ;

**CONSIDÉRANT** que les résultats des analyses effectuées sur les moules, prélevées le 11 juin 2018 dans la zone ARCACHON AVAL - 087, ont démontré leur toxicité par présence de toxines de type lipophile à un taux de 184 µg eq AO /kg de chair, taux supérieur au seuil sanitaire réglementaire fixé à 160 µg eq AO /kg de chair par le Règlement (CE) n° 853/2004, et sont donc susceptibles d'entraîner un risque pour la santé humaine en cas d'ingestion ;

**CONSIDÉRANT** que les résultats des analyses effectuées sur les moules prélevées les 11 et 18 juin 2018 dans la zone BASSIN D'ARCACHON-088 sont respectivement 151 et 76,6 µg eq AO /kg de chair, soit des seuils de contamination par présence de toxines de type lipophile à des taux inférieurs au seuil sanitaire réglementaire fixé à 160 µg eq AO /kg de chair par le Règlement (CE) n° 853/2004, sur deux contrôles successifs espacés d'au moins 48h ; et qu'ainsi, les moules de cette zone ne sont plus susceptibles d'entraîner un risque pour la santé humaine en cas d'ingestion ;

**CONSIDÉRANT** que les résultats des analyses effectuées sur les huîtres prélevées le 18 juin 2018 dans la zone ARCACHON AVAL - 087 ont démontré l'absence de leur toxicité par présence de toxines de type lipophile à un taux de 43,9 µg eq AO /kg de chair, soit un taux inférieur au seuil sanitaire réglementaire fixé à 160 µg eq AO /kg de chair par le Règlement (CE) n° 853/2004 ;

**CONSIDÉRANT** que les résultats des analyses effectuées sur les palourdes prélevées le 18 juin 2018 dans la zone BASSIN D'ARCACHON ont démontré l'absence de leur toxicité par présence de toxines de type lipophile à un taux inférieur à celui de détection par la méthode prévue par la réglementation ;

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde ;

## A R R Ê T E

**ARTICLE 1er** - La pêche, le ramassage, le transport, la purification, le stockage, l'expédition, la distribution et la commercialisation coquillages en provenance des zones de production de la zone marine BASSIN D'ARCACHON 088 sont autorisées.

**ARTICLE 2** - La pêche, le ramassage, le transport, la purification, le stockage, l'expédition, la distribution et la commercialisation coquillages, à l'exception des huîtres et des palourdes, en provenance des zones de production de la zone marine ARCACHON AVAL 087 sont interdites.

**ARTICLE 4** - L'arrêté préfectoral du 17 mai 2018 modifié est abrogé.

**ARTICLE 5** - Le secrétaire général de la préfecture de la Gironde, le sous-préfet de l'arrondissement d'Arcachon, les maires des communes concernées, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, le directeur de l'agence régionale de santé Nouvelle Aquitaine, le directeur départemental de la protection des populations de la Gironde et le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

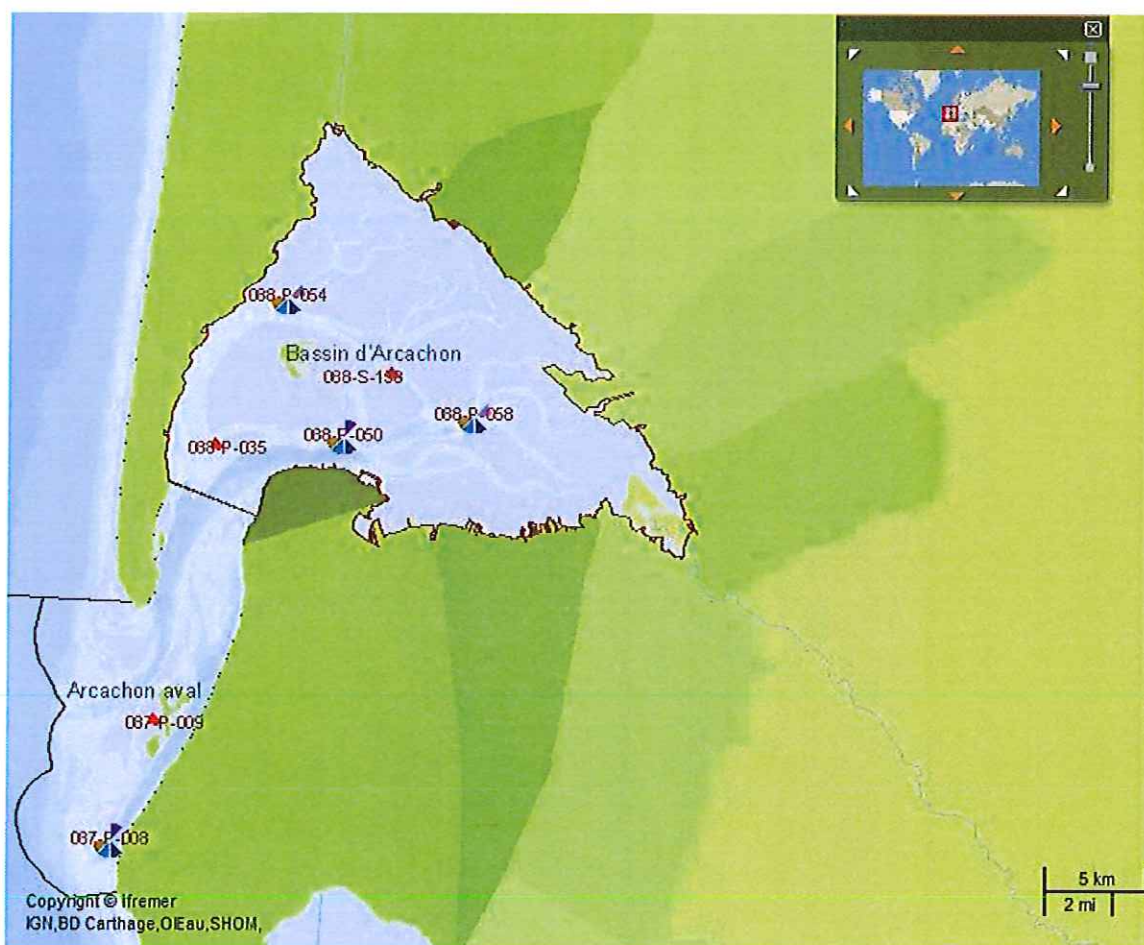
Fait à Bordeaux, le 21 JUIN 2018



2/4

Didier LALLEMENT

Annexe :  
Carte présentant les deux zones du réseau REPHY sur le bassin d'Arcachon



Ampliatiions :

- ↳ Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (DPMA et DGAL)
- ↳ Préfecture de la Gironde
- ↳ Sous-préfecture chargée du bassin d'Arcachon
- ↳ Délégation départementale Gironde de l'ARS
- ↳ Direction départementale de la protection des populations de la Gironde
- ↳ Direction interrégionale de la mer Le Havre – Nantes – Bordeaux – Marseille
- ↳ Ifremer Arcachon
- ↳ Comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine
- ↳ Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Nouvelle Aquitaine
- ↳ Comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins de Gironde
- ↳ Mairie Arcachon
- ↳ Mairie La Teste
- ↳ Mairie Gujan-Mestras
- ↳ Mairie Le Teich
- ↳ Mairie Biganos
- ↳ Mairie Audenge
- ↳ Mairie Lanton
- ↳ Mairie Andernos
- ↳ Mairie Arès
- ↳ Mairie Lège Cap-Ferret
- ↳ DDTM/SML Arcachon
- ↳ Gendarmerie maritime d'Arcachon
- ↳ Gendarmerie nationale – groupement de la Gironde
- ↳ Gendarmerie nationale – brigade nautique d'Arcachon